

# Grève dans l'Éducation nationale : 300 profs en colère à Caen pour défendre les collèges

Mardi 2 avril 2024, environ 300 enseignants ont défilé dans les rues de Caen (Calvados), pour dénoncer le "choc des savoirs" voulu par le premier ministre Gabriel Attal.



Environ 300 enseignants se sont rassemblés place du théâtre à Caen (Calvados), mardi 2 avril 2024, pour dénoncer le "choc des savoirs" voulu par le gouvernement.

L'Éducation nationale est en grève, ce mardi 2 avril 2024. Les enseignants sont vent debout contre le "choc des savoirs", la réforme voulue par le gouvernement, qui propose notamment la création de groupes de niveaux, dans certaines matières, au collège. Ce dispositif serait mis en place en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> dès septembre 2024, puis en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> en 2025.

300 personnes rassemblées à Caen

À Caen (Calvados), environ 300 personnes se sont rassemblées sur la place du théâtre, avant de prendre la direction du rectorat. Ils réclamaient "davantage de moyens, afin d'avoir moins d'élèves par classe, et pour proposer une meilleure qualité d'enseignement".

D'autres actions sont prévues tout au long de la semaine contre cette réforme.

*Nous craignons que ce dispositif entraîne un tri scolaire, qui engendrera un tri social. Ghettoiser certains enfants risque de ne pas leur permettre de sortir de leur groupe tout au long de leur collège. Yvan Ygouf, secrétaire de la FSU 14*

[<span title="département" class="border-type-departement" data-entite-type="departement" data-entite-id="9d13a477-dc30-4132-82fb-fec43fe8b96c">Calvados</span>. L'annonce des fermetures de classes en septembre 2024 repoussée de 13 jours](#)

"Choc des moyens" contre "choc des savoirs"

Plutôt qu'un "choc des savoirs", les syndicats réclament un "choc des moyens". "Ce dispositif ne serait pas applicable dans notre établissement par exemple, car on manque de profs de maths et français", illustre [David Gautier](#), représentant du Snes et professeur au collège Paul Eluard de [Dives-sur-Mer](#).

Les enseignants redoutent une "stigmatisation des élèves faibles" et des "groupes d'élèves en difficulté aussi nombreux qu'une classe".